



HAL
open science

**“ La guerre des Malouines : nouvel enjeu de mémoire,
nouvel enjeu politique. Où le néo-justicialisme se
re-fonde aux sources du nationalisme. ”**

Renée Fregosi

► **To cite this version:**

Renée Fregosi. “ La guerre des Malouines : nouvel enjeu de mémoire, nouvel enjeu politique. Où le néo-justicialisme se re-fonde aux sources du nationalisme. ” . 2018. hal-01794755

HAL Id: hal-01794755

<https://hal.science/hal-01794755>

Preprint submitted on 17 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**« La guerre des Malouines : nouvel enjeu de mémoire, nouvel enjeu politique.
Où le néo-justicialisme se re-fonde aux sources du nationalisme. »**

Renée Fregosi (IHEAL-Paris Sorbonne-Nouvelle)

Introduction

Durant l'année 2012, un débat politique et intellectuel s'est développé en Argentine autour du thème de la guerre des Malouines dont était célébré le 30^{ème} anniversaire cette année-là, et à propos du statut de l'archipel. Après la publication en février 2012 d'un texte signé par 17 intellectuels de gauche intitulé « Une vision alternative »¹ où le nationalisme des partisans de Cristina Kirchner était dénoncé, la Présidente a pris en mars l'initiative de publier officiellement le rapport dit Rattenbach, du nom du général qui mena en 1983 une enquête sur les conditions du déclenchement et du déroulement du conflit aux Malouines. Ce rapport conforte les revendications anciennes des victimes et proches des victimes de ce conflit aventuriste lancé par une dictature aux abois, et vient alimenter la question (qui fait encore polémique dans le pays) des crimes de la dictature.

Alors qu'à l'époque, parmi les grandes figures politiques argentines, seul Raúl Afonsín avait pris position contre l'aventure militaire lancée par la junte militaire au pouvoir (tandis que le leader péroniste Italo Luder s'y était rallié avec enthousiasme), la Présidente péroniste Cristina Fernandez de Kirchner a rendu hommage à Alfonsín dans son discours du 2 avril 2012 sur le lieu de mémoire consacré aux victimes du conflit de 1982. Mais la position de Cristina est cependant fort ambiguë : mêlant pacifisme, droit international, nationalisme et Droits de l'Homme, et faisant écho sciemment à un type particulier de revendication de certaines ONGs nationales désormais très proches du pouvoir. C'est de ce repositionnement complexe du néo-péronisme kirchneriste à l'occasion de la commémoration de la guerre des Malouines qu'il sera question ici.

Depuis les années 1990-2000 en effet des organisations de la société civile tendent à faire jeu égal avec les gouvernements dans l'écriture des histoires nationales et à concurrencer les historiens en confrontant un travail de mémoire à celui de l'historiographie scientifique. Les victimes individuellement et collectivement réclament vengeance et reconnaissance, et des communautés infra-étatiques et/ou transnationales tentent de s'approprier la fonction de justicier pour ancrer leur combat identitaire. On assiste ainsi aujourd'hui à « l'exacerbation de la conscience victimaire »² et partant, à une concurrence des mémoires. Car la revendication des victimes provoque souvent la réactivation d'une posture de défense et d'apologie des bourreaux, de leur part ou de celles de leurs descendants et/ou partisans de leur « cause » conçu comme un « juste combat ».

En Argentine à partir des années 90, le mouvement des Mères de la Place de Mai ligne Hebe de Bonafini (et ses « sous-produits », l'association des Abuelas et HIJOS³ notamment) va tendre à re-fonder sans relâche un sentiment à la fois victimaire et héroïque. Ce n'est alors pas tant le crime passé qu'il s'agit de condamner pour clore cette phase historique, que la figure

¹ Les premiers signataires en sont : Emilio de Ípola, Pepe Eliashev, Rafael Filippelli, Roberto Gargarella, Fernando Iglesias, Santiago Kovadloff, Jorge Lanata, Gustavo Noriega, Marcos Novaro, José Miguel Onaindia, Vicente Palermo, Eduardo Antín (Quintín), Luis Alberto Romero, Hilda Sabato, Daniel Sabsay, Beatriz Sarlo, Juan José Sebrelli, suivi de plusieurs de dizaines d'autres. Voir le texte sur le site : <http://t.co/2ZUcofSQ>

² CHAUMONT, J-M., *La Concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*. p.322. Ed. La découverte, Paris 1997

³ Voir leur site <http://www.hijos.org.ar/>

des victimes qu'il convient d'exalter dans cette martyrologie, afin de construire une continuité entre hier et aujourd'hui et poursuivre aujourd'hui le combat commencé hier. Face à cette posture partisane, se dressent depuis le début des années 2000 les tenants d'une nouvelle mémoire, appelée *procesista*⁴ : qui prend la défense de la politique du *Proceso de reorganización nacional*, auto-qualificatif de la dictature « purificatrice » des années 76-82.

Or cette dynamique, partie de la société, va rencontrer une stratégie gouvernementale lors de l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner en 2003. Alors que jusque-là, les Mères s'étaient opposées aux gouvernements successifs et en tout premier lieu à Raúl Alfonsín, elles vont devenir le plus fervent soutien du néo-péronisme des Kirchner. Politique officielle et militantisme citoyen se rejoignent ainsi pour reformer et re-fonder le grand « mouvement » populaire qu'a constitué le péronisme. Lois mémorielles, actes officiels de création de lieux de mémoire, ré-écriture de la préface du rapport historique *Nunca mas* (« plus jamais ça »), annulation de lois anticonstitutionnelles, réouverture voire réitération de procès à l'encontre des criminels de la dictature de 76-82 : la mémoire est devenue un enjeu politique de plein droit, mettant face à face des positions irréconciliables réactivées dans un débat politique au présent.

Le retour dans l'actualité de la guerre des Malouines notamment à l'occasion de la publication officielle du rapport Rattenbach par la présidente Kirchner apporte une pierre supplémentaire à l'édifice de recomposition d'un nouveau justicialisme dont l'Argentine est le symptôme le plus explicite mais qui a acquis une dimension transnationale. Certes, les anniversaires décennaux sont généralement prétextes à commémorations amplifiées, mais à certains égards, ce trentième anniversaire de la guerre des Malouines entre au demeurant, en grande cohérence avec la ligne générale de la politique de Cristina Fernandez de Kirchner.

Se fondant sur une réflexion plus générale sur les enjeux politiques de la mémoire des dictatures, on peut expliquer en quoi l'introduction du thème des victimes de la guerre des Malouines dans le combat pour la reconnaissance et l'honneur des victimes de la dictature et de ceux qui l'ont combattue construit un lien indispensable, constitue comme le chaînon manquant en quelque sorte de la revendication victimaire justicialiste et du nationalisme populiste. La guerre des Malouines permet de re-légitimer un nationalisme traditionnel sous des formes plus subtiles ou plus sournoises et de coaguler des secteurs divers voire très hétérogènes de la société argentine autour du pouvoir kirchnériste, mais toujours en en excluant d'autres plus ou moins violemment.

1. Le rapport Rattenbach

Le rapport Rattenbach a fait partie d'un projet global du gouvernement pour placer la question des Malouines au cœur de la politique diplomatique argentine pendant l'année 2012. Le général Benjamín Rattenbach qui donna son nom au rapport était le plus ancien des six officiers supérieurs désignés par la dernière junte militaire, junte de transition (présidée par le général Bignone après l'éviction de général Galtieri à l'origine de la guerre) pour étudier tous

⁴ mémoire mise en forme notamment dans les ouvrages : DIAZ BESSONE, Ramón, *Guerra revolucionaria en la Argentina (1959-1978)*, Ed. Circulo Militar, Buenos Aires, 1996 ; ETCHECOLATZ, Miguel, *La otra campana del Nunca Más*, publié à compte d'auteur en 1997 ; Asociación Unidad Argentina (AUNAR), *Subversión : la historia olvidada*, Provincia de Buenos Aires, 1997 ; Circulo Militar, *In memoriam*, Ed. Circulo Militar, Buenos Aires, 1998, et portée par des organisations comme la Comisión de Homenaje Permanente a los Muertos por la Subversión, la Asociación de la Víctimas del Terrorismo en Argentina (ATV), Familiares y Amigos de Víctimas del Terrorismo (FAViTe), le *Centro de Oficiales Retirados de las Fuerzas Armadas* ou le *Foro de Generales Retirados y la Unión de Promociones*

les aspects de l'action de l'Argentine dans le conflit, de ses préparatifs jusqu'à la reddition finale. C'est cette investigation qui constitue la base du rapport dont les annexes importantes et sans doute sensibles du point de vue de la sécurité nationale, ne sont toujours pas publiées.

Le rapport Rattenbach critique donc sévèrement le gouvernement de facto des militaires d'une part pour avoir engagé le pays dans une guerre afin de détourner l'opinion publique de la crise de légitimité du pouvoir qui sévissait alors et d'autre part pour avoir envoyé des troupes inexpérimentées et manquant cruellement de matériel de base ; cela, sans toutefois sur le fond remettre nullement en cause les droits de l'Argentine sur l'archipel envahi par la force par les Anglais en 1833. Par ailleurs, il souligne le contraste entre l'irresponsabilité et l'incurie du haut commandement militaire de la dictature et, d'une part les capacités stratégiques dont ont fait preuve les combattants et notamment les pilotes qui menèrent des attaques surprenantes et novatrices sur les navires britanniques et d'autre part, leur grand respect de l'éthique militaire et des conventions internationales, notamment en se refusant à attaquer les troupes ennemies effectuant des actions de sauvetage. Alors même que les Britanniques bénéficiaient d'un soutien énorme de la part de leurs alliés étasuniens. Enfin, le rapport rappelle également le large soutien populaire à cette guerre malgré tout en Argentine.

De ce point de vue, l'intérêt majeur du rapport pour la présidente Fernandez de Kirchner réside sans doute dans cette double tonalité : à la fois hostile à la junte militaire dont les crimes dépassent largement le cadre de cette guerre et nationaliste tant dans la défense du territoire que dans celle des forces armées.

Quant à ce rapport, il faut souligner par ailleurs, qu'il avait été publié peu de temps avant la prise de fonction du président Raúl Alfonsín, en décembre de 1983. Et depuis la diffusion d'internet, le rapport est disponible notamment sur le site des anciens combattants de la ville de Corrientes. La publication ordonnée par la présidente Cristina Kirchner en mars 2012 est donc une réédition et en aucun cas une révélation inédite.

La réédition du rapport Rattenbach cadre alors parfaitement d'une part, avec une stratégie constante des trois gouvernements Kirchner (de Nestor à Cristina) consistant dans une volonté déterminée de réécriture de l'histoire officielle et d'autre part avec la construction d'un discours politique à la fois clivant et prétendant à l'unité nationale.

2. La technique de l'effacement-substitution d'actes historiques

Certes, tout pouvoir politique tend d'une façon ou d'une autre à donner sa vision de l'histoire nationale et il serait absurde de dénier au politique son droit à promouvoir une histoire officielle. L'histoire comme toutes les sciences sociales est à la fois objet scientifique et enjeu politique ; aux scientifiques de savoir se maintenir sur le fil du rasoir pour élaborer de la théorie en se tenant à bonne distance de l'idéologie. Il est donc tout aussi légitime de produire une histoire politique de la part des politiques que d'analyser les termes, les fins et les méthodes de ces productions politiques de la part des politistes. Loin de vouloir dénoncer une ligne politique, nous nous proposons ici d'éclairer la stratégie kirchneriste en matière d'histoire nationale et tout particulièrement ici l'usage fait par Cristina de la commémoration de la guerre des Malouines. Car comme le note certains observateurs en Argentine, « la stratégie diplomatique de Cristina Kirchner est une tentative pour laisser sa marque dans les manuels d'histoire »⁵. La réactivation de la mémoire de ce conflit participe pleinement de « la

⁵ Voir notamment l'article de Martin Dinatale dans le quotidien *La Nación* du 24 décembre 2011 intitulé « La Argentina apuesta al apoyo de la Union Europea » disponible sur le site du journal : <http://www.lanacion.com.ar>

vaste opération sur la mémoire historique en termes de reconstruction d'un « nouveau » récit du passé impulsé par le président Kirchner », comme le dit Vicente Palermo⁶.

Le combat pour la reconnaissance des crimes de la dictature s'affirmera comme une des lignes de force de la politique de Nestor Kirchner, politique que poursuivra Cristina. Dès son arrivée au pouvoir en 2003 en effet, le président Kirchner abrogea certains décrets d'amnistie empêchant l'extradition de militaires argentins requis dans des procédures à l'étranger, notamment celles du juge espagnol Baltasar Garzón. Puis, à la demande du président, la Cour constitutionnelle argentine déclara en 2005 inconstitutionnelles les deux lois votées sous la menace de rébellions militaires en 1986 et 1987, limitant les procès de militaires impliqués dans les crimes de la dictature. Puis fut abrogé également le décret présidentiel pris par Carlos Menem en 1990 qui gracieait les condamnés de 1986⁷. Ainsi entre 2005 et 2009, c'est une soixantaine de condamnations de militaires qui ont pu être prononcées par les cours de justices argentines, et en juillet 2012, après seize mois de procès, le général Videla et dix autres hauts gradés ont été condamnés à cinquante ans de prison pour leur implication dans le trafic d'enfants enlevés à leurs parents torturés et exécutés dans les centres de détentions clandestins de la dictature.

La question du jugement des dictatures et des auteurs et concepteurs de leurs crimes est fort délicate et, eu égard aux souffrances en jeu, jamais satisfaisantes. Le retour sur un passé douloureux totalement ou partiellement occulté est non seulement légitime mais sans doute nécessaire pour faire un travail de deuil et faire face aux défis du présent et de l'avenir. Il ne s'agit donc pas « de se demander s'il faut ou non connaître la vérité sur le passé : la réponse, ici, est toujours affirmative. »⁸. Cependant les crimes odieux et leur déni ne provoquent pas nécessairement « rancune, mais horreur : horreur insurmontable de ce qui est arrivé, horreur des fanatiques qui ont perpétré cette chose, des amorphes qui l'ont acceptée, et des indifférents qui l'ont oubliée. »⁹ Alors, on peut concevoir différents « buts qu'on cherchera à servir à l'aide de ce rappel du passé ». Deux grandes options de l'usage de l'histoire s'opposent en effet.

Soit on essaiera de concevoir un exemple afin de constituer des catégories mentales génériques de l'inacceptable moralement, et ainsi en appeler au passé pour en faire « comme clé à une autre occasion »¹⁰ et lire « dans un événement passé une leçon pour le présent » et l'avenir. Ce fut le choix du *Nunca mas* rapport de la CONADEP (commission nationale sur les personnes disparues) présidée par le célèbre écrivain Ernesto Sábato, opposant historique de la dictature. Soit on fera revivre ce passé pour cliver la réalité présente entre bons et méchants irréconciliables, pour polariser radicalement la situation présente sur des enjeux actuels autres que ceux du passé mais que l'on assimile à ceux-ci.

Le choix implicite fait par les Kirchner relève manifestement de la seconde option. Cela, à travers une politique sciemment révisionniste qui tente d'effacer certains éléments du passé pour leur substituer de nouveaux actes historiques construisant de nouveaux antagonismes au

⁶ PALERMO, Vicente, *La sal en las heridas*, (p.119) Ed. Sudamerica, 2007

⁷ notamment Rafael Videla condamné à la prison à la perpétuité et Leopoldo Galtieri responsable de la guerre des Malouines, condamné également en 1986 à 12 ans de prison (et qui avait vu sa peine commuée à 5 ans en 1988 lors d'un jugement en appel)

⁸ TODOROV, T., *Les abus de mémoire*. p.49. Ed. Arléa, Paris 2004

⁹ JANKÉLÉVITCH, V., *L'imprescriptible. Pardonner ? Dans l'honneur et la dignité*. p.62. Ed. du Seuil, Paris 1986

¹⁰ TODOROV, T., *Les abus de mémoire*. p.38. Ed. Arléa, Paris 2004

sein de la société actuelle. Ainsi, la commission mise en place par Alfonsín dès son arrivée au pouvoir, puis les procès organisés sur le modèle de Nuremberg, qui verront condamner les hauts dignitaires successifs de la dictature et de nombreux responsables des crimes contre l'humanité qu'elle avait perpétrés, vont être « oubliés », voire niés par les gouvernements Kirchner. Ainsi, en mai 2006, le prologue du rapport de Sábato, texte historique de 1984, a été officiellement modifié. La nouvelle version est rédigée comme suit : « il est important que soit clairement établi, parce que la construction de l'avenir sur des bases solides le requiert, qu'il est inacceptable de prétendre justifier le terrorisme d'État comme une sorte de jeu de violences opposées entre elles, comme s'il était possible de chercher une symétrie justificatrice dans l'action de particuliers face à l'appropriation des fins propres de la Nation et de l'État qui sont inaliénables. »¹¹.

Cette substitution surprenante en soi (évoquant à certains égards les réécritures perpétuelles de l'histoire dans *1984* de Georges Orwell), corrobore un mythe construit par un mouvement social à l'avant-garde duquel on retrouve les Mères de la Place de Mai : la prétendue « théorie des deux démons ». Je ne reviens pas ici sur les effets politiques majeurs de ce mythe toujours très actif aujourd'hui en Argentine et au-delà jusque dans le monde universitaire français¹². Je rappellerai simplement ici pour mémoire, les termes originels du rapport pour permettre de mesurer l'inconsistance du soupçon porté sur le rapport *Nunca mas* selon lequel celui-ci instillerait cette conception d'une symétrie, d'une équivalence, entre les crimes des terroristes d'extrême gauche et les crimes d'État de la dictature.

Certes le prologue du rapport de Sábato de 1984 commence ainsi : « durant la décennie 70, l'Argentine a connu les convulsions d'une terreur provenant tant de l'extrême droite que de l'extrême gauche ». Mais il poursuit aussitôt après avoir donné l'Italie en exemple pour avoir combattu son propre terrorisme par des moyens légaux et démocratiques : « dans notre pays, aux délits des terroristes les forces armées ont répondu avec un terrorisme **infiniment pire** que celui combattu, parce que à partir du 24 mars 1976 elles ont pu compter sur le pouvoir et l'impunité absolue de l'État, séquestrant, torturant et assassinant des milliers d'êtres humains. » Et c'est également le sens des propos de Dante Caputo, Ministre des Affaires étrangères de Raul Alfonsín¹³, qui affirme : « à combattre le diable avec les armes du diable, l'Argentine est devenu un enfer », il reprend cette idée de Sabato selon laquelle l'État est gravement coupable d'avoir verser lui-même dans le terrorisme pour prétendument combattre le terrorisme gauchiste.

De la même façon que la CONADEP est effacée de l'histoire, les courageux procès de 1985-1986 sont comme effacés par ceux intentés à partir de 2005. Certes, il est fréquent que le passage du temps contribue à « écraser » les événements plutôt que d'aider à comprendre les logiques de l'action à l'époque de sa mise en œuvre et à en dégager les dynamiques ambivalentes voire contradictoires. Par ailleurs, la question des droits de l'Homme fait partie

¹¹ Voir l'article du journal argentin *La Nación* du 19 mai 2006 intitulé : « El Gobierno v. la Conadep. Controversia por el prólogo agregado al informe « Nunca más ». Rechaza la teoría de los dos demonios », consultable sur le site http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=807208

¹² Voir notamment Fregosi, Renée, « La société civile, acteur « politique » de la construction de mémoire des dictatures. Le cas argentin dans une perspective comparée transatlantique » in MOGIN-MARTIN, Roselyne et FISBACH, Erich (sous la direction de), *Après la dictature : la société civile comme vecteur mémoriel*. Ed. des Presses Universitaires de Rennes, 2012

¹³ discours devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève le 27 février 1984 cité par Marina Franco : « La "teoría de los dos demonios": consideraciones en torno a un imaginario histórico y a las memorias de la violencia en la sociedad argentina actual », MOLDEN, Berthold, MEYER, *¡Atención! Jahrbuch des Osterreichischen Lateinamerika- Instituts* (Tome 12, pp. 267-286), Ed. Institut Autrichien pour l'Amérique Latine, Université de Vienne, 2009

de cet ensemble de problèmes sensibles car touchant à la souffrance physique et morale qui perdure souvent de longues années après les exactions et qu'il est difficile d'analyser avec la sérénité requise pour le travail scientifique. Mais cette technique de l'effacement-substitution d'actes politiques de haute valeurs symbolique et morale semble érigée en stratégie systématique de neutralisation-négation d'une force politique alternative au mouvement national péroniste. Car, avec le rapport Rattenbach, le processus est réitéré. La publicité faite autour de la publication du rapport tend manifestement à « oublier » sa publication initiale à l'époque d'Alfonsín.

3. Le « populithème » de l'impunité

Cette tactique médiatique conforte en effet le sentiment d'impunité qui est agité dans la société argentine depuis le début du gouvernement Alfonsín jusqu'à l'avènement des gouvernements des Kirchner qui font figure à la fois de justiciers et de rédempteurs contre « l'impunité », nouveau thème de mobilisation populaire qui, parti d'Argentine va gagner le monde à travers notamment le mouvement des Indignés. Lors de la crise multidimensionnelle qui culmina dans les années 2000-2001-2002 et d'où surgira contre toute attente Nestor Kirchner, cette notion floue, englobante, et partant, très mobilisatrice d'« l'impunité » a commencé en effet à se diffuser à travers le pays. Utilisée au départ à propos de la question de la justice pour les crimes des dictatures, la notion d'impunité va s'étendre aux « crimes économiques » voire « culturels ». Ainsi va se développer la pratique des actions directes, autodéfense des populations face à une prétendue inertie des gouvernants : les *Piqueteros* (barrage de routes et de rues, piquet de grève des exclus du travail salarié jetés à la rue) et plus directement encore des scandales organisés devant les domiciles de militaires et d'acteurs économiques comme Domingo Cavallo, les *escraches*, visant à entraver la liberté de mouvement de ces personnes jugées coupables par des sortes de « tribunaux du peuple ».

Désormais, le thème de l'impunité englobe également la question des Malouines. Pour ce faire, la cause des soldats des Malouines est clairement associée à celle des Mères de la Place de Mai, partenaire privilégié des gouvernements Kirchner et qui sont devenues le symbole du combat contre l'impunité globale. Après avoir incarner le courage et l'honneur du peuple argentin dressé sans armes contre la dictature, cette association s'est en effet transformée en mouvement social qui peu à peu a dérivé de la seule défense des droits de l'homme aux luttes sociales tous azimuts.

Lors de sa visite à l'ONU à New York en juin 2012, Cristina Kirchner associa par le geste et la parole la cause des disparus de la dictature à celle des soldats tombés aux Malouines enterrés dans des sépultures anonymes. Elle se rendit devant la Commission de Décolonisation avec une délégation des différentes organisations de défense des droits de l'homme, au premier rang desquelles on retrouvait les Mères de la Place de Mai, et les associations des soldats perdus pendant la guerre des Malouines. Elle y déclara notamment : « il y a des mères qui veulent savoir où sont les restes de leurs enfants [à savoir celles des soldats tombés aux Malouines] et d'autres mères aussi en Argentine qui continuent à chercher leurs enfants, disparus pendant la dictature qui commença le 24 mars 1976 » ; et elle poursuivit : « ce fut cette même dictature qui décida unilatéralement de l'action du 2 avril, et cela sans consulter aucun Argentin ».

À partir du début des années 2000 les notions de justice, d'impunité et de châtement, vont en effet structurer la circulation et le lien entre des thématiques judiciaires, économiques, sociales et culturelles bien au-delà de l'Argentine d'ailleurs. Ce n'est sans doute pas par hasard donc que les mouvements les plus revendicatifs en faveur de châtements judiciaires

sont souvent ceux qui insistent sur une réévaluation des droits économiques et sociaux au détriment des droits civils et politiques. Comme si une sorte de régression intellectuelle et politique rendait désormais incapable penser ensemble les deux types de droits humains, retombant dans l'absurde mais classique alternative « liberté **ou** égalité ». Ainsi, Louise Arbour, haut-commissaire aux droits de l'Homme, souligne que ce recul constaté au niveau international est accepté par les démocraties affaiblies, au nom d'un « relativisme culturel et religieux »¹⁴, notion pervertie du droit à la différence. Ce sont sur ces bases que se régénère et prospère le populisme et plus particulièrement ce l'on appelle le néo-populisme.

4. La double injonction populiste

La parole et la mise en scène sont depuis toujours fondamentales dans la dynamique mobilisatrice populiste. Manifestement, la question des Malouines est instrumentalisée, théâtralisée bien au de-là de son importance objective pour l'Argentine. Et comme souvent dans le discours populiste, la mobilisation se fait sur le mode de la double injonction : rassembler et désunir dans un même mouvement posant les bases du clivage insurmontable entre le peuple et ses ennemis. Le populisme d'aujourd'hui est sans doute plus ambivalent encore que celui d'hier : il en appelle à la fois à la démocratie et à la violence révolutionnaire, il est à la fois pacifiste et proclame le droit à l'autodéfense, il est nationaliste et internationaliste, etc...

Certes la question des victimes de la guerre, les combattants du contingent en particulier, doit être réglée au mieux après trois décennies d'inaction. Par ailleurs, le statut des Malouines ne peut continuer à alimenter un conflit latent de souveraineté entre le Royaume-Uni et l'Argentine dans un monde globalisé et compte tenu des relations spécifiques des pays du Mercosur avec ceux de l'Union européenne. Sans négliger les difficultés en la matière on peut raisonnablement espérer que le principe d'autodétermination posé tant par les Nations Unies que par l'Argentine elle-même devrait servir de base au règlement de la question.

On peut alors juger excessif le déploiement de l'activité diplomatique dont fait preuve depuis décembre 2011 la présidente Kirchner. Interpellation de l'Union européenne, visite au siège des Nations Unies, pression sur le Mercosur pour obtenir le blocus des îles Malouines, insistance auprès du Chili pour s'aligner sur la décision du Mercosur, autant d'actions internationales graves qui contrastent avec le pacifisme et la volonté de dialogue proclamés par ailleurs dans les discours à la nation argentine.

En effet, la présidente Kirchner proclame à la fois deux exigences contradictoires : d'une part le souhait d'ouvrir une négociation bilatérale en l'Argentine et la Grande-Bretagne sur la base du principe d'autodétermination de la population des Malouines et d'autre part, l'affirmation du caractère non négociable de la souveraineté argentine sur ces territoires. Procédant de la même double injonction, d'un côté, Cristina Kirchner se réfère aux traités sur les droits de l'Homme incorporés dans la Constitution argentine en 1994 et qui reconnaissent les habitants des Malouines comme sujet de droit et d'un autre côté, elle lance un blocus contre les îliens en supprimant les escales des vols des compagnies aériennes sur le sol argentin, demandant au Chili de faire de même et aux pays du Mercosur d'empêcher le ravitaillement de l'archipel.

L'affirmation lancinante du principe « Les Malouines sont argentines » suppose en effet la négation même du principe d'autodétermination et entrave toute discussion apaisée avec le

¹⁴ Voir l'article du journal *Le Monde* daté du 28 juin 2008 : « Droits de l'homme : « les démocrates tolèrent une érosion » », propos de Louise Arbour recueillis par Nathalie Nougayrède

Royaume Uni quant au retrait de ses bases militaires sur l'archipel comme celle sur les ressources naturelles et leur usage par les habitants des Malouines.

Quant au fond du débat sur la souveraineté de l'archipel, cette revendication butée procède d'une lecture biaisée et dangereuse de l'histoire nationale. Car en 1833, l'État argentin est loin d'être fixé dans ses frontières ni stabilisé du point de vue institutionnel. Certes, la présence britannique dans la région à cette époque procède d'une volonté impérialiste que l'on peut assimiler à une entreprise colonialiste mais la prise de possession des Malouines par les Anglais se réalise à cette époque où l'unité nationale et territoriale de l'Argentine n'est pas achevée. La conquête de la Patagonie pendant l'épisode appelé « conquête du désert » qui intervient plusieurs décennies plus tard, ne peut-elle pas elle aussi être considérée comme une entreprise coloniale de la part d'un jeune État argentin en expansion sur des territoires qui sont des terres indigènes et non pas vierges comme on le prétendait à l'époque ? Poser la question des Malouines en termes de décolonisation revient alors à ouvrir un débat bien plus large et scabreux sur la légitimité des frontières argentines, bien peu susceptible d'être pacifique.

Comme le signalent les auteurs du texte des 17 intellectuels, « le sang de ceux qui sont tombés aux Malouines exige avant tout que l'on ne retombe pas dans un patriotisme qui les a conduits à la mort ni que l'on en use comme élément de sacralisation de positions qui sont susceptibles d'être remis en question dans un système démocratique. (...) Les principaux problèmes nationaux et nos pires tragédies n'ont pas été causés par la perte de territoires ni le manque de ressources naturelles mais par notre manque de respect de la vie, des Droits de l'Homme, des institutions démocratiques et des valeurs fondamentales de la république argentine comme la liberté, l'égalité et l'autodétermination.¹⁵» Le climat créé par l'action gouvernementale autour de cette revendication territoriale relève en effet incontestablement de l'agitation nationaliste.

5. Un nouveau nationalisme, pièce-clé du populisme d'aujourd'hui

Le populisme fonctionne donc sur une logique binaire et combative : ceux qui sont avec nous et ceux qui sont contre nous. On comprend alors la proximité, la familiarité, la connivence qu'entretient dans l'histoire le populisme qui en appelle au peuple contre ses ennemis et le nationalisme qui en appelle à la nation contre ses ennemis. Le nationalisme populiste s'exprime aujourd'hui prioritairement à travers les notions d'impérialisme et de « néo-colonialisme » voire « post-colonialisme ».

C'est en effet sur ce mode que la mobilisation populiste autour du thème des Malouines est lancée par Cristina Kirchner. La visite réalisée en juin 2012 par la présidente argentine au Comité de décolonisation des Nations Unies est à cet égard emblématique. Les Malouines sont considérées comme un territoire argentin colonisé par les Britanniques. Les négociations que propose donc le gouvernement argentin relèveraient du règlement pacifique d'une lutte de libération nationale par une conférence internationale mettant en présence les combattants de l'indépendance et les colonisateurs. C'est sous cet angle que se dépasse la contradiction entre volonté pacifiste affichée et esprit de combat pour la libération nationale revendiquée.

Le nationalisme kirchnériste se présente alors comme populaire et anti-impérialiste. La présidente se veut donc la rassembleuse de tout son peuple contre ses ennemis. C'est pourquoi elle insiste dans son discours aux nations Unies sur le fait qu'elle n'est pas « venue seule » :

¹⁵ Voir le texte complet sur le site : <http://t.co/2ZUcofSQ>

« je suis venue accompagnée par la majorité des partis politiques de la République argentine, avec la représentation parlementaire, de durs opposants à mon gouvernement ». Le populisme démocratomorphe¹⁶ rassemble en effet le peuple non plus seulement à travers un large mouvement mais également à travers sa représentation politique globale. L'opposition est certes intégrée de fait dans le peuple national et cela constitue un changement majeur dans le mouvementisme¹⁷ populiste traditionnel qui exclue le pluralisme politique au nom de l'unité du peuple. Cependant, cette façon d'assimiler l'ensemble de la représentation nationale à la politique gouvernementale revient d'une autre façon à nier le pluralisme des opinions.

L'opposition politique n'est reconnue comme telle que lorsqu'elle acquiesce à la stratégie du pouvoir conçue comme hégémonique. C'est dans cette optique que Raul Alfonsín s'opposant à la guerre en 1982 est récupéré dans la rhétorique de la présidente. Les Radicaux de l'UCR ne sont acceptés que lorsqu'ils s'alignent sur les positions du parti dominant, comme l'ont fait certains responsables politiques de l'éphémère FREPASO répondant à la stratégie de la « transversalité » kichnériste. Les opposants au grand mouvement péroniste ne sont plus combattus physiquement comme à l'époque péroniste historique et le Parlement est loin d'être monocolore comme au temps de Perón. Mais le pluralisme des opinions touchant aux questions nationales et tout particulièrement à la souveraineté nationale est totalement refusé.

C'est sur ce dernier point extrêmement sensible que le texte des 17 intellectuels est tout particulièrement intéressant : ils se présentent comme les véritables empêcheurs de tourner en rond, ils osent remettre en cause, certes avec prudence, le caractère intangible de la revendication « Les Malouines sont argentines ». Ce petit texte courageux a maintenu ouvert la brèche de la critique face à l'unanimité du grand mouvement national argentin que la présidente péroniste n'a cessé de proclamer jusqu'à la fin de son second mandat.

¹⁶ Voir TAGUIEFF, Pierre-André, *L'illusion populiste*. Ed. Berg International, Paris 2002 et FREGOSI, Renée, « Le populisme ou la face cachée de la démocratie » in ESPOSITO, Marie-Claude, LAQUIEZE, Alain et Du RÉAU, Elisabeth, *La montée des populismes et Europe*. Ed. Vendémiaire 2012

¹⁷ Voir MAINWARING, Scott et SCULLY, Timothy, *Building Democratic Institutions*. Ed. Stanford University Press, Stanford 1995